

Chapitre 5 – La monnaie : quel impact sur l'économie réelle ?

EXTRAIT DU PROGRAMME : 3. Marchés, comportements et équilibre macroéconomique en économie fermée. Le marché de la monnaie et les comportements d'offre et de demande de monnaie ; L'équilibre macroéconomique classique et keynésien.

PLAN DU COURS

- I. DEFINITIONS, ORIGINES, FONCTIONS ET FORMES DE LA MONNAIE**
 - A. DEFINITIONS**
 - 1. MONNAIE : INSTRUMENT DE PAIEMENT, POUVOIR ET FAIT SOCIAL ?
 - 2. MARCHE MONETAIRE, MARCHE DES CAPITAUX ET MARCHE FINANCIER
 - B. ORIGINES**
 - C. FONCTIONS ET FORMES DE LA MONNAIE**
 - 1. L'APPROCHE FONCTIONNALISTE D'ARISTOTE
 - 2. FORMES DE LA MONNAIE : TENDANCE A LA DEMATERIALISATION
- II. LA DEMANDE DE MONNAIE**
 - A. LA MONNAIE N'EST PAS DEMANDEE POUR ELLE-MEME : LA THEORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE**
 - 1. LA PERSPECTIVE DICHOTOMISTE FORTE
 - 2. LA PERSPECTIVE DICHOTOMISTE FAIBLE OU « ATTENUÉE »
 - B. LA MONNAIE PEUT ETRE DEMANDEE POUR ELLE-MEME**
 - 1. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE DE MONNAIE A DES FINS DE TRANSACTIONS
 - 2. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE DE MONNAIE A DES FINS DE SPECULATION
 - 3. L'EXISTENCE DE RIGIDITES NOMINALES A COURT TERME
- III. L'OFFRE DE MONNAIE**
 - A. L'OFFRE INDIVIDUELLE DE MONNAIE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**
 - 1. LA CREATION MONETAIRE DE SOURCE INTERNE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
 - 2. LA CREATION MONETAIRE DE SOURCE EXTERNE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
 - B. MASSE MONETAIRE, BASE MONETAIRE ET AGREGATS MONETAIRES**
 - C. L'OFFRE EXOGENE DE MONNAIE : LE MULTIPLICATEUR DU CREDIT**
 - D. L'OFFRE ENDOGENE DE MONNAIE : LE DIVISEUR DU CREDIT**
- IV. LES REGLEMENTATION PRUDENTIELLES DE BALE**
 - A. DEFINITIONS**
 - B. LES DIFFERENTS RATIOS DE BALE**

TRAVAIL PERSONNEL

MOTS CLES A DEFINIR : monnaie marchandise/divisionnaire/métallique/fiduciaire/scripturale, monnaie cryptographique, Bitcoin, monnaie complémentaire, théorie quantitative de la monnaie, illusion monétaire, anticipations adaptatives, perspective dichotomiste faible/forte, rigidités nominales, liquidité, multiplicateur du crédit, diviseur du crédit, banques libres, *currency school/banking school*, réglementation prudentielle, réserves obligatoires, masse monétaire, contreparties de la masse monétaire, monnaie centrale, base monétaire/monnaie de la banque centrale, agrégats monétaires, marché monétaire, marché financier, marché primaire, marché secondaire, marché des capitaux, droit de seigneurage.

THEORIES/AUTEURS A CONNAITRE : François Perroux***, Friedrich Hayek (1976)***, Marcel Mauss (1914)***, Carl Menger (1892)***, John Locke (1692), Aristote (4^{ème} siècle av JC)***, André Orléan***, Léon Walras, Karl Marx, Jean-Baptiste Say (1803)***, David Ricardo (19^{ième})***, Thomas Tooke (19^{ième})***, John Fullarton (19^{ième}), John Stuart Mill, Jean Bodin (1578)***, Irving Fisher (1911)***, Milton Friedman (1969)***, Anna Schwartz (1971), Stanley Fisher (1977)***, George Akerlof et Janet Yellen (1985)***, Gregory Mankiw (1985), William Baumol (1952), James Tobin (1956), Harry Markowitz (1962)***.

BIBLIOGRAPHIE :

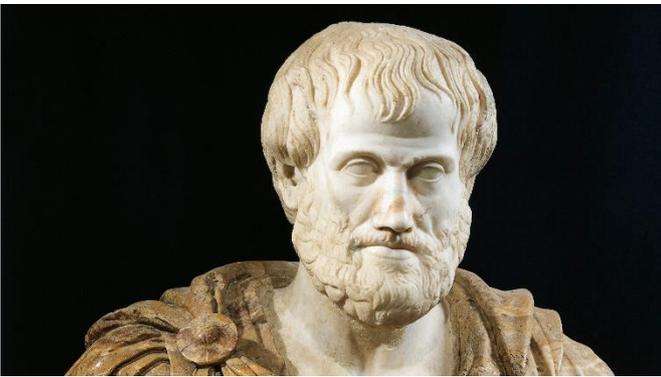
- Combe, E. (2022). Précis d'économie. PUF. **Chapitre 7 - La monnaie dévoilée.**
- Dollo, C., Braquet, L., Chavot-Dolce, D., & Gineste, N. (2021). Économie. Sirey. Aide-mémoire. **Chapitre 8 - Monnaie et financement.**
- Drobinski, V. (2021). Introduction à l'économie. Ellipses. **Chapitre 6 – Monnaie et inflation.**

QUELQUES SUJETS POUR S'ENTRAINER / REFLECHIR :

- ◆ Le rôle du marché interbancaire sur la création monétaire [Sujet ENS oral 2022]
- ◆ Le rôle des banques commerciales dans la création et la politique monétaire [Sujet ENS oral 2021]
- ◆ Rigidités nominales et efficacité de la politique économique [Sujet ENS oral 2018]
- ◆ La monnaie : construction naturelle ou sociale ?
- ◆ Monnaie et confiance
- ◆ Faut-il contrôler l'offre monétaire ?
- ◆ « *L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être engendrée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production.* » écrivait Milton Friedman en 1970. Cette thèse s'applique-t-elle à la situation des pays industriels en 2021, notamment sous l'angle des politiques monétaires ? [Sujet IEP Aix 2021]
- ◆ Commentez sous forme de dissertation cette phrase de Milton Friedman : « *La monnaie est une chose trop sérieuse pour la confier aux banquiers centraux.* » "To Bankers." in *Capitalism and Freedom* (1962). [Sujet ENS écrit 2016 et oral 2022]

DOCUMENT N°1 : L'approche fonctionnaliste de la monnaie d'Aristote

Il ne peut exister de communauté de rapports entre deux médecins ; en revanche, la chose est possible entre un médecin et un laboureur, et, d'une façon générale, entre gens différents et de situation dissemblable. Toutefois, il est indispensable, auparavant, de les rendre égaux. Aussi faut-il que toutes choses soient en quelque façon comparable, quand on veut les échanger. C'est pourquoi on a recours à la monnaie qui est,



pour ainsi dire, un intermédiaire. Elle mesure tout, la valeur supérieure d'un objet et la valeur inférieure d'un autre, par exemple, combien il faut de chaussures pour équivaloir à une maison ou à l'alimentation d'une personne, faute de quoi, il n'y aura ni échange ni communauté de rapports. Ce rapport ne serait pas réalisé, s'il n'existait un moyen d'établir l'égalité entre des choses dissemblables. Il est donc nécessaire de se référer pour tout à une mesure commune comme nous

l'avons dit plus haut. Et cette mesure, c'est exactement le besoin que nous avons les uns des autres, lequel sauvegarde la vie sociale ; car, sans besoin, et sans besoins semblables, il n'y aurait pas d'échanges ou les échanges seraient différents. La monnaie est devenue, en vertu d'une convention, pour ainsi dire, un moyen d'échange pour ce qui nous fait défaut. C'est pourquoi on lui a donné le nom de *nomisma* parce qu'elle est d'institution, non pas naturelle, mais légale (*nomos* : la loi), et qu'il est en notre pouvoir, soit de la changer, soit de décréter qu'elle ne servira plus.

Aristote (4ème siècle av JC). L'Ethique à Nicomaque.

Questions

1. Quelle définition de la monnaie pouvez-vous donner à la lecture de ce passage ?
2. Déterminez si la monnaie peut être une construction naturelle.
3. Identifiez les fonctions de la monnaie énoncées par Aristote.

DOCUMENT N°2 : « Il n'y a pas de monnaie sans souveraineté » selon André Orléan

Pour André Orléan, l'euro est une monnaie incomplète et inadaptée à la diversité des capitalismes en Europe. Entretien.

En quoi l'euro, monnaie sans Etat, est-il une anomalie ?

Il n'est que de regarder l'histoire pour s'en apercevoir : à chaque Etat correspond toujours une monnaie. Si on prend l'exemple de la Chine ou de l'URSS avant son éclatement, on aurait pu imaginer que la diversité géographique et économique de ces espaces immenses donnerait lieu à la coexistence de plusieurs monnaies. Or, l'une et l'autre n'en ont eu qu'une seule. Et quand ces espaces éclatent, comme cela a été le cas de l'Autriche-Hongrie, de l'Union soviétique ou de la Yougoslavie, le premier acte de souveraineté de chacune des nouvelles nations qui voient le jour est de créer sa propre monnaie et d'imposer l'unité monétaire sur

son territoire. On voit donc clairement qu'il y a un lien consubstantiel entre la monnaie et le pouvoir politique (voir encadré).

L'euro a ceci de spécifique qu'il s'agit d'une monnaie commune à des corps politiques distincts et autonomes – la France, l'Allemagne, l'Italie... Ce qui me conduit à dire qu'il est une monnaie défailante ou incomplète, parce qu'en raison même de cette organisation institutionnelle, il aurait fallu soit une souveraineté unique, soit une pluralité de monnaies. Cette absence de souveraineté unique est directement à l'origine de la crise de l'euro. Dans tout pays doté de sa propre monnaie, la dette publique est considérée comme étant la dette du corps politique ;

à ce titre, elle est défendue par la banque centrale. D'ailleurs, à l'origine, les banques centrales ont été créées précisément à cette fin. C'est parce qu'il n'y a pas de souveraineté politique unifiée dans la zone euro que les dettes publiques sont éparpillées. Cette unité de la dette publique n'est aujourd'hui toujours pas acquise, elle a simplement été mise sous le tapis grâce à l'habileté du président de la BCE Mario Draghi, mais le problème de fond subsiste.

C'est donc l'idée même que les concepteurs de l'euro se faisaient d'une monnaie qui est en cause ?

En effet, derrière la création de l'euro, il y a l'idée qu'il revient à la concurrence, et à elle seule, de régler les problèmes économiques. Dans cette construction, la monnaie est neutre ; elle est un instrument au service de la concurrence, dont le seul objectif est un taux d'inflation à 2 %. S'il y a aujourd'hui une crise de l'euro, c'est que cette conception de la concurrence comme produisant du bien-être et de l'harmonie est mise en défaut. Loin de produire de l'harmonie, on a assisté à une divergence croissante entre les économies de la zone euro, l'industrie désertant à vitesse accélérée certaines régions pour se concentrer un peu plus dans les pôles industriels les plus puissants, sans compter la spéculation financière. L'unité de la politique monétaire bute sur la diversité des situations économiques des Etats : on sait bien par exemple que jusqu'à il y a peu l'euro était surévalué pour l'éco-

Les deux conceptions de la monnaie

Derrière le débat actuel sur l'euro, il y a des conceptions divergentes sur la nature de la monnaie. La première, la plus répandue et celle qui a présidé à la création de l'euro, consiste à la considérer comme un simple instrument. Selon cette approche, la monnaie n'est là que pour faciliter les échanges : elle est le « *lubrifiant des échanges* », selon David Hume. La logique des échanges est donc autonome de la monnaie : les acteurs échangent, parce qu'ils ont besoin d'objets et de services et qu'ils essaient de « maximiser leur satisfaction », selon les économistes néoclassiques. La deuxième approche,

loin de considérer la monnaie comme un instrument neutre, estime qu'elle est l'institution au fondement de l'échange, celle qui spécifie ce qu'est la valeur économique. La monnaie est le lien de confiance sans lequel il ne peut y avoir d'économie de marchés. En ce sens, elle est une institution politique. Il y a d'ailleurs une proximité très forte entre la monnaie et l'Etat : la monnaie a besoin de l'Etat et réciproquement. L'Etat produit la communauté d'intérêts nécessaire à la confiance monétaire et il l'organise. Mais en retour, il a besoin de la monnaie pour avoir accès aux moyens maté-

riels (armée, police...) de son existence. Cependant, la monnaie n'est jamais l'instrument de l'Etat. Il n'est pas dans la possibilité de l'Etat d'imposer la confiance des acteurs économiques dans le signe de valeur qu'elle représente. Il y a une expression de Napoléon à propos de la Banque de France qui exprime bien cette ambivalence : « *Je veux que la Banque de France soit assez dans les mains du gouvernement, mais qu'elle n'y soit pas trop.* » Même si elle dépend du pouvoir politique, la monnaie, en tant que lien de confiance, garde son autonomie. ■

Questions

1. Pourquoi selon André Orléan, l'euro est une « monnaie incomplète et inadaptée » ?
2. Expliquez le lien étroit qui unit monnaie et souveraineté nationale.

DOCUMENT N°3 : Le Salvador ne s'enthousiasme guère pour le bitcoin

« *C'est du vol* »: le pari du jeune président salvadorien Nayib Bukele d'adopter le bitcoin comme monnaie légale pour relancer l'économie du petit pays d'Amérique centrale ne parvient pas à convaincre les Salvadoriens deux ans après sa mise en place.



Malgré les mises en garde de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, en septembre 2021, le Salvador, dont la dette publique dépasse les 80 % du PIB, est devenu le premier pays au monde à adopter, parallèlement au dollar, le bitcoin.

Le but de M. Bukele était de favoriser les transferts d'argent des trois millions d'émigrés, principalement aux États-Unis, vers leurs proches restés au pays, en leur permettant d'économiser les frais bancaires.

Un enjeu stratégique, puisque ces transferts pèsent 21 % du PIB du Salvador. Il s'agissait aussi de rendre les services financiers plus accessibles à la population, quand 70 % des Salvadoriens n'ont pas de compte en banque.

Mais deux ans plus tard, dans les rues de la capitale San Salvador, le rejet de la monnaie virtuelle est palpable. [...]

Lors de son lancement dans le pays, le bitcoin valait environ 45 000 dollars. Quelques mois plus tard, il atteignait un record de 68 000 dollars, avant de chuter à un peu plus de 25 500 dollars aujourd'hui.

« *Les objectifs poursuivis (...) n'ont pas été atteints, les gens l'utilisent à peine, ils n'ont pas vraiment confiance* », résume l'ancien chef de la Banque centrale du Salvador, Carlos Acevedo. [...]

Faute de chiffres sur le nombre de Salvadoriens à avoir adopté le bitcoin, une récente enquête de l'Université d'Amérique centrale (UCA) indique que 71 % d'entre eux considèrent qu'il « *n'a en rien contribué à améliorer la situation économique familiale* ».

Entre janvier et juillet, seulement 1 % des 4,71 milliards de dollars d'envois de fonds depuis l'étranger sont entrés dans le pays via le « porte-monnaie » virtuel créé pour permettre les opérations en cryptomonnaie, selon la Banque centrale.

« *Les gens n'ont pas vraiment confiance dans une cryptomonnaie dont la valeur change à tout moment* », note l'économiste indépendante Julia Martinez. « *Ils préfèrent utiliser de l'argent liquide* », assure-t-elle. Le bitcoin « *n'existe pas dans l'économie locale* », car au Salvador « tout » se paie en dollars: les salaires, les services et les achats, avance César Villalona, un autre économiste indépendant.

Pour l'instant, « *on ne peut pas parler d'échec du gouvernement* » avec le bitcoin, car « *sa valeur peut augmenter à tout moment* », estime cependant Carlos Acevedo, tandis que certains Salvadoriens voient dans le bitcoin un avenir. Reste à savoir ce que compte faire le gouvernement qui se montre désormais discret sur le sujet. [...] Le pays a déjà consacré 107 millions de dollars d'argent public à l'achat de bitcoin de septembre 2021 à octobre 2022.

Source : [Crypto: Le Salvador ne s'enthousiasme guère pour le bitcoin | Bilan](#), 08/09/2023.

Questions

1. Quelle décision a été prise par le gouvernement du Salvador ?
2. Exposez les intérêts et limites de cette décision.

DOCUMENT N°4 : Les monnaies numériques de banques centrales (MNBC)

Contrairement aux cryptomonnaies, les monnaies numériques de banques centrales (MNBC) ont un cours légal et sont obligatoirement acceptées par les commerçants. La MNBC représente ainsi une troisième forme officielle de la monnaie, aux côtés de la monnaie fiduciaire et de la monnaie scripturale.



Il n'existe pas une forme unique de MNBC. Cette monnaie est forcément stockée sur un support électronique, qui peut par exemple prendre la forme d'un portefeuille numérique consultable sur un smartphone ou d'un compte bancaire. Ce compte peut être « *enregistré directement à la banque centrale ou dans une banque commerciale* », détaillaient les économistes Odile Lakomski-Laguerre et Michel Aglietta dans une étude publiée en 2021.

La plupart des banques centrales qui envisagent de créer une MNBC entendent répondre à la hausse de la demande de paiements électroniques. Elles veulent aussi réaffirmer la légitimité des monnaies souveraines, donc publiques, face à l'essor des cryptomonnaies, qui sont des monnaies privées.

Neuf pays – les Bahamas, le Nigeria et sept États caribéens – ont déjà lancé leur MNBC, selon les données de l'Atlantic Council, un cercle de réflexion américain spécialisé dans les relations internationales. 15 autres pays, tels que la Chine, l'Arabie saoudite, la Russie et l'Ukraine, sont actuellement en train de tester une MNBC.

Enfin, 56 autres pays, dont les États membres de la zone euro et les États-Unis, sont en phase de recherche ou de développement.

Dans un rapport publié en septembre, la Banque des règlements internationaux, une organisation chargée de favoriser la coopération monétaire et financière internationale, notait que la création d'une MNBC pouvait inciter les ménages et les entreprises à y transférer leurs avoirs et donc à se détourner des banques commerciales. Or un tel mouvement pourrait « *affecter la rentabilité des banques commerciales* » et par conséquent, « *réduire la disponibilité du crédit ou augmenter les coûts du crédit* » pour les ménages et les entreprises, poursuivait-elle. Elle estimait par ailleurs qu'en cas de crise, une MNBC « *pourrait exacerber les ruées bancaires* », c'est-à-dire le retrait massif des dépôts des clients. Il serait en effet plus facile d'effectuer un transfert numérique plutôt que de retirer des masses de billets.

Source : Brief.eco

Questions

1. Différenciez les cryptomonnaies des monnaies numériques de banques centrales (MNBC).
2. Expliquez l'intérêt de créer des MNBC pour les États, les banques centrales, les ménages et les entreprises.
3. Expliquez les risques associés à la création des MNBC pour les États, les banques centrales, les ménages et les entreprises.

DOCUMENT N°5 : Comment les monnaies locales cherchent à compter en France ?

- Portées par la vogue du « consommer local », les monnaies alternatives se développent.
- Elles restent toutefois encore entre les mains d'un petit nombre d'utilisateurs et peinent à convaincre les chefs d'entreprise de les utiliser pour verser les salaires, mais de plus en plus de collectivités franchissent le pas.

COMMERCE

Françoise Sigot
—Correspondante à Lyon

L'épi en Lorraine, l'abeille en Lot-et-Garonne, le nissart à Nice, le sol-violet à Toulouse, mais aussi la doume dans le Puy-de-Dôme ou le gallico en Ile-et-Vilaine... Pour qui souhaite régler ses menues dépenses en monnaie locale, le champ des possibles se compose aujourd'hui de 84 solutions de paiement en circulation dans certaines villes ou départements, dont près de la moitié

sont nées ces cinq dernières années. Lancées à l'aube des années 2010 pour les premières, elles bénéficient d'un engouement porté par la vague du soutien à la transition écologique, la volonté de consommer local et solidaire. Le mouvement Sol (observatoire d'expérimentations monétaires) estime qu'il y a aujourd'hui l'équivalent de 6 millions d'euros en circulation en monnaie locale. Il dénombre 40.000 utilisateurs particuliers et 10.000 professionnels.

Nées avec l'objectif de rapprocher les consommateurs des acteurs locaux, ces nouvelles mon-

naies ont plutôt bien atteint cet objectif, selon une étude publiée l'an dernier par Sol. 48 % des adhérents particuliers à une monnaie locale affirment consommer davantage de produits locaux depuis leur adhésion. Mais ces moyens de paiement se développent aussi sur le substrat de la solidarité. « Le lien social est un élément fort de chaque monnaie locale », met en avant Michaël Médina, coordinateur chez Sol. Au Pays basque, 3 % du montant des euskos finissent dans les caisses d'associations qui œuvrent en majorité pour la promotion de la culture ou de l'économie locales.

« Depuis 2013, nous avons reversé 25.000 euros à des associations », détaille Xebax Christy, président d'Euskal Moneta, l'association qui administre la première monnaie locale de France avec 3 millions d'euskos en circulation, plus de 4.000 utilisateurs particuliers et 1.300 professionnels. Comme le note l'étude de Sol, les associations qui font vivre ces monnaies estiment ainsi qu'« elles constituent un nouvel espace de citoyenneté ». 69 % de leurs adhérents affirment mieux comprendre les liens entre l'économie et les enjeux de société depuis leur adhésion à la monnaie.

La plupart du temps, l'engagement des collectivités s'avère précieux. Il est en effet d'usage que celles qui adhèrent à la monnaie locale de leur territoire s'acquittent d'une cotisation de 0,10 centime par habitant, garantissant ainsi un matelas de ressources aux associations gérant ces monnaies. Elles jouent aussi un rôle moteur dans le développement des moyens de paiement locaux. A Lyon, la mairie a décidé l'an dernier d'allouer sur un an une aide mensuelle de 50 gonettes à 250 étudiants pour favoriser leur accès à une alimentation locale et durable. Une trentaine d'élus de la ville et de la métropole perçoivent également une partie de leurs indemnités en gonette, une monnaie qui compte quelque 1.800 utilisateurs.

En pratique

La création et le développement d'une monnaie locale sont portés par une association à laquelle chaque utilisateur doit adhérer pour se voir remettre des billets et/ou un moyen de paiement électronique en monnaie locale. Les adhérents peuvent « échanger » des euros contre leur monnaie locale sur la base d'un taux de conversion d'un pour un et les utiliser chez des commerçants, artisans, entreprises qui acceptent d'être rémunérés avec.

Attirer les entreprises

« Les gens qui partagent les mêmes valeurs sur notre territoire identifient la gonette comme un début de changement des comportements. Ils comprennent que cet outil n'est pas neutre, il faudra du temps pour changer les habitudes », analysent Charlotte Perrin et Angelo Dupont, membres de La Gonette. Leur association a monté des groupes locaux d'adhérents pour démarcher les commerçants et avoir dans chaque quartier un tissu de commerces de proximité acceptant la monnaie.

Autre enjeu pour les monnaies locales : amener les entreprises à

entrer dans le circuit. A Clermont-Ferrand, le cabinet de géomètres Geoval a versé 100 doumes à ses 40 salariés à Noël. « Nous voulions favoriser l'économie locale, les autres années, nous donnions des bons cadeaux. Même si certains commerces affirmant accepter les doumes ne les ont pas pris, nous poursuivrons certainement dans cette voie », explique Philippe Caenen, le dirigeant. Mais cette initiative reste une exception. Au Pays basque, Xebax Christy dénombre seulement « quelques dizaines » d'entreprises acceptant de rémunérer – en partie – leurs salariés en eusko.

En appui de ce travail de proximité, les promoteurs des monnaies locales ont un autre objectif. « Nous travaillons sur l'interopérabilité des monnaies locales », annonce Michaël Médina. Un chantier qui pourrait grandement faciliter l'essor des gonettes, euskos, tissous et autres doumes. ■



L'Abeylle a été lancée en janvier 2010 à Villeneuve-sur-Lot pour redynamiser le commerce local. Photo Patrick Allard/REA.

84

MONNAIES LOCALES
existent en France, dont près de la moitié nées ces cinq dernières années.

Le tissou tente de s'imposer en Nord-Isère

La monnaie lancée au printemps 2022, avance France nous accompagne avec une subvention de 20.000 euros », pré-

Source : Les Echos, janvier 2023.

Questions

1. Proposez une définition des monnaies locales ou complémentaires.
2. Expliquez l'intérêt de créer des monnaies locales ou complémentaires, et les limites associées.

DOCUMENT N°6 : Les fondements de la perspective dichotomisée forte (Théorie Quantitative de la Monnaie)

D'après l'approche classique de la monnaie, celle-ci n'est pas demandée pour elle-même (« neutralité monétaire ») : on la demande pour le pouvoir d'achat qu'elle représente et donc parce qu'elle permet des échanges.

En conséquence, la quantité de monnaie en circulation définit le niveau général des prix car elle représente le niveau des échanges dans une économie. Plus les échanges sont élevés dans l'économie, plus il y a de monnaie en circulation, et donc plus les prix sont élevés. Les agents économiques observent et savent alors que plus de monnaie signifie plus d'inflation : ils ne sont pas victimes de l'illusion monétaire.

La monnaie n'influence pas la sphère réelle. Ce n'est pas parce qu'il y a plus de monnaie en circulation que la production va augmenter. Mais c'est l'inverse : c'est parce que la production, les échanges augmentent, que la monnaie en circulation augmente, que les prix augmentent. La quantité de monnaie demandée suit en fait les besoins de l'économie réelle, et non l'inverse.

On retrouve ici l'idée de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say (1803) : c'est l'offre, la production, qui crée la demande, et qui détermine la quantité de monnaie en circulation et non l'inverse. La fabrication de nouveaux produits suppose des revenus supplémentaires pour ceux qui les fabriquent et ainsi la possibilité pour ces nouveaux produits d'être demandés. Ce qui nécessite alors de la monnaie, qui est un intermédiaire. La monnaie est neutre : « *Les produits s'échangent contre des produits* ».

Questions

1. Expliquez pourquoi la monnaie n'a pas d'impact sur l'économie réelle.
2. Expliquez la relation entre monnaie et inflation suggérée par la perspective dichotomisée forte.

DOCUMENT N°7 : Les ratios de Bâle

En 1988, le Comité de Bâle, composé des gouverneurs des banques centrales de treize pays de l'OCDE publie les premiers « Accords de Bâle » (Suisse), dits « Bâle I ». C'est un ensemble de recommandations formulées à l'égard des banques commerciales, dont le point pivot est la mise en place d'un ratio minimal de capitaux propres nécessaires pour ces banques (capitaux apportés par les actionnaires et profits de la banque) par rapport à l'ensemble des crédits accordés, appelé le ratio Cooke.

Les banques étaient alors tenues de ne pas prêter plus de 8 % de la valeur de leurs fonds propres. Cela signifiait que pour prêter un total de 100 millions d'euros une banque devait avoir au minimum 8 millions d'euros de fonds propres.

Ce ratio avait pour objectif principal d'assurer la solvabilité des banques commerciales, en étant aptes à faire face aux sources de fuites hors du circuit bancaire.

La grande limite du ratio Cooke, et donc des réglementations issues des premiers accords de Bâle, est liée à la définition des engagements de crédit (8 % de quoi ?). La principale variable prise en compte était le montant du crédit distribué. Cela néglige la dimension essentielle de la qualité de l'emprunteur, et donc le risque de crédit, ainsi que le risque opérationnel et le risque du marché.

Un même montant de crédit n'est en effet pas associé au même niveau de risque pour une banque selon la qualité de l'emprunteur, l'état du marché financier (euphorie financière ou non) et le profil des opérateurs des banques.

Ainsi, seront adoptés ensuite de nouveaux accords internationaux, dits de Bâle II, qui voient l'apparition d'un nouveau ratio appelé McDonough. Il consiste à ne pas prêter plus de 8 % de la valeur des actifs *risqués* de la banque. Ce ratio permet une mesure plus pertinente du risque de crédit, du marché, et du risque opérationnel.

Enfin, les accords internationaux dits de Bâle III (2010), parfois appelés Bâle IV ont été adoptés après la « Grande Récession » et visent à renforcer la réglementation bancaire. Les banques doivent notamment augmenter leurs fonds propres à hauteur de 10,5 % de leurs actifs risqués.

Initialement, ces accords devaient entrer en vigueur en 2022 en Europe. Cela a été repoussé une première fois en 2023 pour cause de Covid-19, pour au final n'être réellement mis en place qu'à partir de 2025 au plus tôt... (voir 2027 !).

Questions

1. Expliquez l'intérêt des ratios de Bâle.
2. Quelles sont les principales limites auxquelles ont été confrontés ces ratios au cours du temps ?



1. La monnaie est un actif liquide, immédiat.

- Vrai
- Faux

2. Les trois fonctions de la monnaie selon Aristote sont :

- Intermédiaire des échanges.
- Réservation du temps.
- Etalon de valeur.
- Simultanéité.
- Intermédiaires des valeurs.
- Immédiateté.
- Réserve de valeur.
- Unité de compte.

3. La monnaie divisionnaire est une composante de la monnaie fiduciaire.

- Vrai
- Faux

4. Le marché monétaire désigne le marché des capitaux à long terme.

- Vrai
- Faux

5. La perspective dichotomiste faible implique :

- Que la monnaie n'a pas d'impact sur la sphère réelle à long terme uniquement.
- Que la monnaie n'a pas d'impact sur la sphère réelle.
- Que la monnaie n'a pas d'impact sur la sphère réelle à court terme uniquement.
- Que la production n'a pas d'impact sur la sphère monétaire.
- Que la production n'a pas d'impact sur la sphère monétaire à long terme uniquement.
- Que la production n'a pas d'impact sur la sphère monétaire à court terme uniquement.
- Que les agents économiques sont victimes de l'illusion monétaire.

6. Expliquez quand et par qui est créée la monnaie.

7. Selon le mécanisme du multiplicateur du crédit, le pouvoir de création monétaire incombe aux banques commerciales.

- Vrai
- Faux

8. La base monétaire est composée des réserves des banques commerciales auprès de la banque centrale.

- Vrai
- Faux

9. Les limites générales au pouvoir de création monétaire des banques commerciales sont :

- Les demandes d'espèces/retraits.
- Le taux de change.
- Les remboursements interbancaires.
- Les fluctuations du nombre de dépôts bancaires.
- Les ratios de Bâle.
- Les réserves obligatoires.
- Les limites institutionnelles.

10. Distinguez une crise de liquidité, d'une crise de solvabilité et de soutenabilité.

SCORE : /10